



Écho de la colline

Le tourisme passe par les régions, selon le gouvernement d'Avenir libéral



Sergio Alejandro Mendoza Daza

Journaliste, étudiant en Sciences humaines au Cégep de Sainte-Foy, altruiste et passionné de politique, de géographie, d'actualité et de communication

Publié à 9 h, 10/01/2025



Le ministre du Tourisme, Benjamin Brassard, en chambre, ce jeudi.
Source : Capture d'écran, site web de l'Assemblée nationale du Québec

Le gouvernement d'Avenir libéral mettra des mesures en place pour inciter les Québécois à visiter le Québec, ainsi que ses régions. Dans une optique de mettre en valeur l'identité culturelle du Québec, le ministre du Tourisme Benjamin Brassard a annoncé que son gouvernement voulait mettre en avant les régions.

« Des crédits d'impôt pour le tourisme, c'est de l'argent jeté par les fenêtres », affirme Youssef Shalaby, porte-parole de l'opposition officielle en matière de tourisme

Selon le ministre, 61% des retombées économiques générées par le tourisme sont captées par la grande région de Québec uniquement. « Pas besoin de maths fortes [sic] pour comprendre qu'il [n'en] reste que 39% pour les autres régions de notre magnifique Québec » a-t-il dit en chambre, ce matin.

Un crédit d'impôt sera accordé aux citoyens pour trois activités touristiques au Québec réalisées durant l'année sur présentation des factures. Elle encouragera les gens à visiter le Québec et à découvrir sa culture et ses régions tout en faisant rouler l'industrie touristique. La ministre adjointe a soutenu que ces crédits d'impôt proviendraient de l'argent perçu par la taxe sur l'hébergement, point important du projet de loi 25, adopté par le dernier gouvernement. Une mesure qui est « de l'argent jeté par les fenêtres », selon le porte-parole de l'Union conservatrice du Québec en matière de tourisme.

Du côté de l'APQ, on critique le manque d'accès aux régions en transport en commun. En effet, à part quelques axes comme Rimouski – Gaspésie, Montréal – Abitibi ou Québec – Saguenay et Québec – Havre-Saint-Pierre, dont la fréquence diminue plus la région est éloignée, le transport en commun est inexistant.

Pour sa part, la ministre adjointe du Tourisme Alexanne Laroche soutient qu'il est essentiel d'anticiper le futur du marché touristique. Dans un contexte marqué par des relations tendues avec les États-Unis et la dévaluation du dollar canadien, elle se dit préoccupée de développer des alternatives intéressantes pour les Québécois, qui n'arrêteront pas de prendre des vacances, puissent le faire au Québec.



La ministre adjointe du Tourisme, Alexanne Laroche, en chambre, ce jeudi.
Source : Capture d'écran, site web de l'Assemblée nationale du Québec

Quand on parle de tourisme, la question des hébergements de courte durée de style Airbnb se pose. En effet, dans un contexte où le taux d'inoccupation des logements est à son plus bas au Québec depuis 2010 selon l'Institut de la statistique du Québec, des voix se font entendre pour abolir les logements de type Airbnb au Québec. Une manifestation à ce sujet a même eu lieu à Montréal en juin l'année passée. Questionné à ce sujet, le ministre Brassard a dit s'en remettre aux dispositions d'encadrement de la loi 25, adoptée par le gouvernement précédent.

Des informations complémentaires sur le tourisme et l'habitation viendront prochainement puisqu'une commission parlementaire sur l'Aménagement du territoire aura lieu jeudi soir.